

Yves Bertoncini, Secrétaire général de Notre Europe : Peut-on parler d'un axe Paris-Rome ?

François Hollande poursuit depuis la fin août d'intenses consultations diplomatiques consacrées à la crise de la dette. Le président français se rend lundi 3 septembre à Rome pour un entretien avec le chef du gouvernement italien, Mario Monti. Le lendemain, il recevra à l'Élysée le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Jeudi 6 septembre, il rencontrera à Londres le premier ministre britannique, David Cameron. Il était jeudi 30 août à Madrid.

« Cette alliance entre Rome et Paris a débuté il y a quelques mois. Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et Mario Monti s'étaient réunis à Strasbourg, avant même la présidentielle française.

Le besoin s'était fait sentir d'élargir la concertation au-delà du seul axe Paris-Berlin. Il est certain, aussi, que François Hollande voulait en finir avec "Merkozy", cette expression qui symbolisait un dialogue franco-allemand trop exclusif.

L'Italie est importante dans la vision européenne du président français. D'abord, ce pays est l'autre grand fondateur de l'Europe. C'est la troisième économie de la zone euro, avec 17 % du PIB, contre 19 % pour la France.

Ensuite, la personnalité de Mario Monti a fait sortir l'Italie des stéréotypes qu'on lui associait. Cet ancien commissaire européen est un économiste respecté, y compris en Allemagne. Il peut faire passer des messages, car il a su réformer son pays.

Les réformes françaises ne sont pas aussi vigoureuses que ce qui s'est passé en Italie depuis dix mois. On peut constater que l'Italie est en excédent primaire (1), ce qui n'est pas le cas de la France.

Pourtant elle continue à devoir emprunter à des taux bien plus élevés que ceux accordés à la France, ce qui est anormal.

Face à la chancelière allemande, Mario Monti et François Hollande ont plusieurs points de convergence. Ils insistent sur l'importance de la croissance et de la solidarité, en complément des nécessaires efforts de stabilité.

Ils sont plus conciliants que Berlin envers la Grèce et reconnaissent les efforts colossaux qu'accomplit Athènes. Ils estiment que la Banque centrale européenne (BCE) doit se porter au secours des États en difficulté, tout en respectant son indépendance.

François Hollande et Mario Monti se rencontrent pour travailler, aussi, sur les projets d'union budgétaire, bancaire, économique et politique.

Un rapport final sur ces projets doit être remis par Herman Van Rompuy au Conseil européen de décembre, après la présentation d'une version intérimaire au Conseil de la mi-octobre.

La crise a montré l'interdépendance aiguë des économies de la zone euro. Si François Hollande se rend jeudi 6 septembre à Londres, c'est que la réforme de la zone euro concerne aussi David Cameron. En revanche, la Grande-Bretagne n'aide pas la Grèce, donc n'est pas directement concernée par cet enjeu. »

(1) *Excédent du budget de l'État avant le service de la dette.*

Recueilli par Pierre COCHEZ

[Les députés socialistes appelés à la discipline sur le traité européen](#)

[La TVA espagnole est passée de 18 % à 21 %](#)

[Vincenzo Cichelli : « Les jeunes en voyage sont en apesanteur sociale »](#)

 [Un Monsieur droits de l'homme pour l'Europe](#)

Réagissez **0 commentaire**

S'identifier pour écrire des commentaires.